



Gabon

Examen national 2015 de l'Éducation pour tous

Ce rapport a été préparé par les autorités nationales compétentes en vue du Forum mondial sur l'éducation (Incheon, République de Corée, 19-22 mai 2015). Soumis en réponse à l'invitation de l'UNESCO à ses États membres, il examine les progrès réalisés depuis 2000 pour atteindre l'Éducation pour tous (EPT).

Les idées et opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et n'engagent en aucune façon l'UNESCO. Les désignations employées et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Ce document peut être cité comme suit : "Examen national 2015 de l'Éducation pour tous : Gabon". Pour toute information, contacter : efa2015reviews@unesco.org

**RAPPORT D'EVALUATION DE L'EDUCATION POUR TOUS AU GABON
A L'OREE DE L'ANNEE 2015**

Sommaire

Abréviations

Aperçu socio économique du Gabon.

Politiques et stratégies de développement de l'éducation au Gabon

LA SITUATION DU GABON EN TERMES DE PROGRES VERS L'EPT

**OBJECTIF 1 : EDUCATION ET PROTECTION DE LA PETITE ENFANCE(EPPE)
L'EPPE.**

Couverture, organisation et historique

Structures de protection de la petite enfance.

Les difficultés de développement de l'enseignement pré primaire

**OBJECTIF 2 : EDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE ET EDUCATION DE
BASE ACCESSIBLE A TOUS**

La Couverture de l'enseignement de base au Gabon

**Problèmes de l'enseignement secondaire au Gabon et perspectives de
redressement.**

**OBJECTIF 3 : REPONDRE AUX BESOINS EDUCATIFS DES JEUNES ET DES
ADULTES.**

**Etat de la couverture en compétences techniques et professionnelles dans la
population.**

Le Fonctionnement de la Formation Professionnelle au Gabon

Solutions pour le relèvement de l'efficacité de la FP au Gabon

OBJECTIF 4 : LA PROBLEMATIQUE DE L'ALPHABETISATION DES ADULTES

L'état de l'analphabétisme au Gabon

Historique :

Le Fonctionnement des activités d'alphabétisation et d'éducation populaire.

Les structures publiques

Structures non étatiques

OBJECTIF 5 ASSURER L'EGALITE DES SEXES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE EN 2015

L'accès et la participation aux enseignements primaire et secondaire.

L'influence la zone de résidence dans la répartition de l'accès à la scolarité de base.

Les inégalités dans les conditions de vie

La dimension régionale des inégalités d'accès et d'achèvement de la scolarisation primaire.

OBJECTIF 6 : AMELORER DE LA QUALITE DE L'EDUCATION DANS UN SOUICIS D'EXCELLENCE POUR LA VIE COURANTE.

L'état de la qualité dans l'enseignement de base et action rédemptrice.

L'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire : approche et conclusion

Les autres mesures pour l'amélioration de la qualité des enseignements essentiels

**Les incitations à l'amélioration de la qualité
Pour les apprenants :**

Pour les enseignants

Abréviations

ADEA : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION EN AFRIQUE

AFD : AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

AGP : AGENCE GABONAISE DE PRESSE

APC : APPROCHE PAR LES COMPETENCES

BAD : BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

CEPE : CERTIFICAT D'ETUDES PRIMAIRES ET ELEMENTAIRES

CLAC : CENTRES DE LECTURE ET D'ACTION CULTURELLE

**COLUSIMEN : COMITE DE LUTTE CONTRE LE SIDA DU MINISTERE DE
L'EDUCATION NATIONALE**

DGEP : DIRECTION GENERALE DE L'EDUCATION POPULAIRE

**DSCRIP : DOCUMENT STRATEGIQUE DE CROISSANCE ET DE REDUCTION DE
LA PAUVRETE**

EPT : EDUCATION POUR TOUS

ETP : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL

ENEC : ENQUETE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE CHOMAGE.

ENS : ECOLE NORMALE SUPERIEURE

ENSET : ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

FED : FOND EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT

FP : FORMATION PROFESSIONNELLE

IDA : INSPECTION DELEGUEE D'ACADEMIE.

IGAD : INSTITUT GABONAIS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT

OMD : OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

PIFE : PRIME D'INCITATION A LA FONCTION ENSEIGNANTE

PIP : PRIME D'INCITATION A LA PERFORMANCE

RESEN : RAPPORT D'ETAT DU SYSTEME EDUCATIF NATIONAL

TBS : TAUX BRUT DE SCOLARISATION

TNS.TAUX NET DE SCLARISATION

UE : UNION EUROPEENNE

UOB : UNIVERSITE OMAR BONGO

USTM : UNIVERSITE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE MASUKU

Aperçu socio économique du Gabon.

Le Gabon est bordé au nord par le Cameroun, à l'Est et au sud par la République du Congo puis au nord-ouest par la Guinée Equatoriale. Avec une superficie de 267.667 km² et à cheval sur l'équateur, le pays est un Etat de la côte atlantique africaine comprenant environ 1 710 450 habitants en 2014 contre 1 671 711 en 2013ⁱ. Et 450 000 habitants en 1960 année de son indépendance¹. Malgré la faiblesse numérique de cette population, sa croissance a été régulière avec un taux annuel moyen de 2,7%. Et voit sa densité s'établir à 6,1 habitants au km² contre 3.8 en 2005 et sa population immigrée est de 15% actuellement.

Avec 102 femmes pour 100 hommes, la population gabonaise est aussi jeune. Les moins de 15 ans y représentent 41% du total quand les moins de 20ans avoisinent les 60%.

La population active (16-55 ans) est estimée à 500.000 personnes est concentrée dans les principaux centres urbains notamment Port Gentil, Oyem, Bitam, Mouila Franceville et Libreville où se trouve l'essentiel des émigrés, soit 15% de la population.

L'espérance de vie au Gabon est estimée à 63 ans. Cependant ce chiffre connaît des tensions à cause du paludisme et de l'importance de la pandémie du SIDA avec un taux de prévalence de 8,1%² et une moyenne annuelle de cinq mille nouvelles contaminations³. Une baisse du taux de prévalence du VIH/SIDA est toutefois signalée chez les jeunes gabonais scolarisés, où il est passé de 2,16% en 2003, à 1,7% en 2007 et à 1,6 % en 2009ⁱⁱ.

Cette situation s'expliquerait grandement par une aggravation de la pauvreté consécutive aux difficultés économiques du pays depuis les années 1980. En termes absolu, elle concerne 33% de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté⁴.

Le Gabon fait face à des défis importants de développement économique et social, malgré un PIB par habitant de US \$ 19260ⁱⁱⁱ en 2013 et un taux de croissance entre 6% et 7% en 2012. Mais derrière ces chiffres se cache un grand risque de dépendance du pays vis-à-vis des ressources pétrolières⁵ et minières en manganèse qui représentent 90% des ressources d'exportations et 45% du PIB.

D'où la recherche modèle économique fondé sur la diversification sectorielle, après presque un demi siècle de domination pétrolière. Mais d'énormes potentialités minières et un espace forestier exubérant en Okoumé, avec 22 millions d'hectares promettent encore de bons jours au secteur primaire. Par son exceptionnelle biodiversité^{iv} et son hydrographie riche en ressources

¹ Plus précisément le 17 août 1960

² Source : PNLS;2009.

³ Selon la Direction Générale de la Prévention du SIDA,

⁴ www.banque mondiale.org

⁵ Avec 220.000 à 240.000 barils par jour, le Gabon est le 4ème producteur de pétrole en Afrique subsaharienne

halieutiques très variées, le Gabon est aussi un potentiel offreur de tourisme écologique⁶

⁶ WWF Gabon.

Politiques et stratégies de développement de l'éducation au Gabon

La jeunesse de la population gabonaise sous tend une certaine détermination des pouvoirs publics à édifier une société fondée sur le savoir, sans omettre la remarquable contribution secteur privé d'enseignement subventionné ou non⁷ et hors enseignement⁸, à tous les cycles d'enseignement⁹, malgré des critiques d'abus de marchandisation du savoir et de régression d'efficacité pédagogique¹⁰.

La politique éducative du Gabon se situe au croisement des engagements de l'EPT. En effet la gratuité de l'enseignement, obligatoire de six à seize ans, laïc et garantissant un égal accès pour tous à l'éducation, la culture, la formation est au cœur de la Constitution et de la loi 16/ 1966 qui jette les bases de l'enseignement au Gabon. Les Etats généraux de l'Education en 1983 renforceront la vision d'une instruction pour la formation d'hommes et de femmes : épanouis, libres et respectueux de la dignité humaine ; respectueux des valeurs de tradition et capables de conjuguer tradition et modernité ; responsables et capables de créativité dans les domaines scientifique et technique. Les Etats généraux de l'éducation de 2010 adapteront ces préoccupations au contexte d'aujourd'hui avec une loi d'orientation et d'un plan de développement de la formation¹¹.

En 2013, avec une dotation de 156 milliards de francs CFA l'éducation représentait 5% du budget de l'Etat gabonais^{12v} et 2,5 % des investissements de l'Etat soit 31 milliards de FCFA pour un total de 1217 milliards de francs CFA. Ainsi avec un PIB /habitant de US \$19260¹³ la part de l'éducation dans le PIB, soit 1%, s'est considérablement amoindrie par rapport à 2008 (3,9%). Ce qui est très en deçà de la moyenne des pays aux niveaux de revenus proches soit 6 %.

En termes d'efficacité, le système d'enseignement gabonais présente un paradoxe. Il affiche les meilleurs indicateurs de couverture de la sous région, avec, un TBS supérieur à 130% et un TNS voisin de 93% et un écart garçon/fille de moins de 1,5%. Mais les redoublements (30%)¹⁴ et les abandons sont exagérément élevés au primaire, les classes sont surchargées autant au primaire qu'au secondaire-notamment en zones périurbaines- et les transitions

⁷ Notons les établissements privés subventionnés accueillent 90% des élèves du secondaire privé (27% des effectifs du secondaire) et 77% du primaire privé

⁸ La plupart des grandes entreprises installées durablement au Gabon ont d'une manière ou d'une autre participé à l'effort d'instruction publique.

⁹ Pré primaire, Primaire Secondaire général et technique ; supérieur.

¹⁰ En ce qui concerne une grande part de l'enseignement privé laïc.

¹¹ Dit Plan Gabon Emergent

¹² Soit 3141 milliards de FCFA d'après le site http://www.tresor.economie.gouv.fr/6898_budget-2013-de-letat-gabonais.

¹³ D'après la Banque mondiale in <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD>

¹⁴ Plan décennal pour la réalisation des OMD,2008.

sont particulièrement difficiles aussi bien vers l'enseignement supérieur qu'au sein de celui-ci.

Pourtant historiquement l'après guerre verra l'ouverture progressive des établissements du second degré et celles de la première université, en 1970, à savoir l'Université Nationale du Gabon devenue l'actuelle université Omar Bongo tourné vers les sciences humaines, littéraires et sociales, l'Université des Sciences et Techniques de Masuku en 1987 et en 2002 l'université des sciences de la santé d'Owendo près de Libreville, la capitale. Le système d'enseignement supérieur est au centre d'une constellation de grandes écoles et structures d'enseignement supérieur et postuniversitaire dont deux écoles normales supérieures dont une pour l'enseignement technique.

LA SITUATION DU GABON EN TERMES DE PROGRES VERS L'EPT

Objectif 1 : EPPE (Education et Protection de la Petite Enfance.)

Le Gabon s'est inscrit dans la même lignée que l'UNESCO qui plaide en faveur de programmes d'éducation et de protection de la petite enfance, de la santé, de la nutrition, la sécurité et l'apprentissage. Tous ces facteurs permettent à toute société de réaliser le développement holistique des enfants.

L'enseignement pré-primaire regroupe l'essentiel des problématiques pouvant se rattacher à l'EPPE et à son développement. Cette étape prépare les enfants à aborder le cycle d'enseignement primaire dans les meilleures conditions possibles. Il prépare en particulier à une bonne socialisation, au développement d'attitudes favorables à une bonne carrière scolaire et au développement d'un socle de connaissances de base appropriées pour le préscolaire.

L'EPPE. Couverture, organisation et historique

Le sous-secteur est placé sous la double tutelle du Ministère de l'Education Nationale et du ministère des Affaires Sociales, et de l'enseignement pré-primaire. Il s'adresse aux enfants de moins de 5 ans.

En 2013 la seule province de l'Estuaire du Gabon qui représente aussi près de 64% des effectifs de l'enseignement de la petite enfance, 32934 étaient inscrits dans le pré primaire pour près de 57480¹⁵ inscrits sur l'ensemble du territoire. Cette présentation englobe notamment la part des effectifs du pré primaire relevant du secteur éducatif public à savoir 5204 enfants dont 2676 filles dont l'âge variait entre 2 ans et 5 ans.

La prise en compte des prévisions nationales de la population des 2-5 ans pour 2013, soit 104800 enfants, nous ramène un taux brut de scolarisation de 55%.

Ces chiffres officiels indiquent une nette progression depuis 2000 avec un taux brut de fréquentation en forte progression, qui passe de 5,6% en 1990 à 41,4% en 1999. Mais comme le suggère le tableau ci-après concernant la contribution du secteur public, si les effectifs n'ont cessé d'augmenter depuis lors, cette évolution est surtout tributaire à dynamique du secteur privé dans le développement du pré- primaire.

¹⁵ Données provisoires de la Direction de la statistique et des études du Ministère gabonais d'éducation, 2013.

Evolution de l'enseignement pré primaire entre 1999 et 2003.

Périodes	Effectif d'écoles	nombre classes	Effectif garçons	Effectif filles	Effectif total	Nombre d'enseignants
1999-2000	14	27	520	513	1033	22
2000-2001	48	77	813	838	1651	75
2001-2002	65	126	1671	1719	3390	123
2002-2003	82	144	2221	2213	4434	196

D'après la Direction des enseignements primaires.

Le taux d'enfants non scolarisés avant l'âge de sept ans reste important au Gabon, un pays où les structures d'accueil de la petite enfance n'existent que depuis 1974,¹⁶ année de la création, par les missionnaires, des premières structures d'accueil de la petite enfance à Libreville et Port-Gentil

Ces structures ont été par la suite placées sous la tutelle du ministère des Affaires sociales, le 30 juin 1984, conformément à la loi qui définit, organise et fixe les principes de l'éducation préscolaire. Mais l'intrusion des promoteurs privés véreux, peu respectueux des normes, dans un secteur aussi sensible est un sujet de plus en plus évoqué dans un contexte d'atonie du développement du sous secteur par les pouvoirs publics. Ce qui ne peut que laisser dubitatif quant à l'atteinte de l'objectif de 100% d'une EPPE de qualité comme prévu dans le Plan décennal pour la réalisation des OMD au Gabon¹⁷.

Structures de protection de la petite enfance.

Une dimension capitale de la protection de la petite enfance est matérialisée par l'existence des structures sanitaires, orientées vers le suivi de la santé pour un bon état physique et psychique de l'enfant. Dix-sept Centres de Santé Maternelle et Infantile et des services pédiatriques rattachés aux hôpitaux et dispensaires sont ainsi mobilisées sur tout le territoire, tous relevant de l'administration publique de santé. Des Initiatives privées sont activement impliquées dans l'extension du réseau des services pédiatriques rattachés aux cliniques et aux structures sanitaires de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

On note ainsi à Libreville une école pour enfants handicapés (Horizons Nouveaux, Libreville), un centre d'accueil pour enfants abandonnés à sainte

¹⁶ Déclaration de M. Jean Michel ELLA ESSONO en 2012 alors Secrétaire général du Ministère de l'Education nationale à l'occasion de la célébration de la Journée de l'éducation et de la protection de la petite enfance (EPPE) à Libreville.

¹⁷ République Gabonaise, Plan décennal pour la réalisation des OMD., 2008

Marie (Béatitudes) sept jardins d'enfants du Ministère de la Défense, 4 jardins d'enfants de la Municipalité et des jardins d'enfants privés laïcs.

Depuis 2003, le ministère de la famille s'est impliqué dans la scolarisation du pré- primaire par la réalisation de quelques projets de haltes garderies à travers le territoire national. Ces structures sont animées par des personnels spécialisés dont la formation est assurée localement et à l'étranger. Le personnel qualifié, en nombre insuffisant, est basé essentiellement dans les grands centres urbains. Les effectifs, en 2007, étaient répartis par département ministériel, ainsi qu'il suit :

- Le Ministère de la santé publique et de la population ainsi que celui des Affaires Sociales avec 300 cadres qualifiés chargés de cours préscolaires (éducatrices préscolaires, agents techniques d'éducation préscolaire, auxiliaires de jardins d'enfants) et 5 inspecteurs du préscolaire.

- Le Ministère de l'Education Nationale avec 6 Inspecteurs, 13 Conseillers pédagogiques, 113 Chargés de cours (instituteurs adjoints, instituteurs, agents techniques, éducatrices).

La nécessité de généraliser ce sous-secteur sur l'ensemble du territoire national et le fait que le pré-primaire joue un rôle critique sur le rendement scolaire après la maternelle constituent des préoccupations sérieuses dont il faut tenir compte.

Les difficultés de développement de l'enseignement pré primaire

Comme indiqué plus haut, les écoles maternelles sont rares en zones rurales. Ce déséquilibre serait partiellement la cause des mauvais résultats des élèves dans ces zones et, d'une manière générale, les taux élevés de redoublement au niveau du cycle primaire.

Par ailleurs le déploiement du personnel pose problème. En effet, la répartition des enseignants ne reflète pas les besoins réels des établissements pris individuellement. Libreville enregistre des effectifs en surnombre. A cela s'ajoute le problème de logement ou l'on constate que dans certaines localités, des enseignants disposent de logements d'Etat décentes, tandis que la majorité doit s'accommoder de l'offre immobilière locale et de plus en plus précaire.

On observe aussi un déphasage entre l'allocation des ressources financières et les besoins réels des établissements. Il a été observé par exemple que pour un même nombre d'élèves deux établissements disposeraient d'un effectif d'enseignants très différent ou de ressources financières très inégales.

On ne saurait omettre le problème de traitement des enseignants et de leur intégration. L'actuelle année 2014 est ainsi particulièrement caractérisée par des incisifs mouvement de revendications fondés principalement sur les questions d'intégration des enseignants du pré primaire dont beaucoup comptent une décennie d'activité sans intégration dans la fonction publique.

Ces problèmes sont tellement préoccupants qu'ils nécessitent des mesures immédiates. Leur résolution oriente vers trois principales pistes :

- **Examen des moyens à mettre en œuvre pour garantir une éducation pré-primaire de qualité pour tous. Ces moyens peuvent être les infrastructures, les équipements, les encadreurs, leur traitement salarial, leur formation initiale et continue, ou le matériel pédagogique.**
- **Examen du coût d'opportunité d'une telle réforme par rapport à l'augmentation des moyens dans le primaire pour augmenter la qualité de l'enseignement et limiter les redoublements. A titre d'illustration, on peut se demander dans quelle mesure une allocation de 25.000 FCFA par enfant attribuée aux parents d'enfants fonctionnaires est positivement discriminante lorsque l'on sait que celle-ci ne concerne pas les personnes sans emploi.**
- **Examen des politiques d'accompagnement nécessaires au succès de la réforme de l'éducation, par exemple, en matière d'aménagement du territoire, de politique familiale ou d'émigration.**

OBJECTIF 2 EDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE ET EDUCATION DE BASE ACCESSIBLE A TOUS

Les dispositions de la loi 16/66 du 9 août 1966 ont largement favorisé un accès massif à l'éducation pour les enfants d'âge scolaire 6-18 ans. Le sentiment d'un optimisme quant à l'atteinte de cet objectif n'est plus caché au regard des données officielles.

La Couverture de l'enseignement de base au Gabon

En 2011, le taux de net de scolarisation des 6-9 ans avoisine les 94% contre 99 % pour les 10-14ans et 98 % pour les 15 -19 ans.¹⁸

Cette tendance à l'universalisation de la scolarisation au Gabon est d'ailleurs une confirmation de ce qui est observé depuis plus d'une décennie en comparant les TBS et les TBN

Taux de scolarisation primaire, 2005	Taux de scolarisation brut (TBS)	Taux de scolarisation net (TNS)
Sexe		
Garçons	139,08	91,90
Filles	140,58	92,99
Région		
Libreville	130,82	91,25
Port Gentil	134,55	93,02
Nord	153,93	92,72
Sud	149,80	94,82
Est	149,26	93,54
Ouest sauf Libreville et Port Gentil	138,14	92,08
Autres centres urbains	142,31	92,94
Rural	152,24	93,72
National	139,82	92,44

Source: D'après les données de l'EGEP¹⁹ exploitées à partir des informations du DSCR.

¹⁸ Cf. Enquête ENEC Gabon/ BAD,2010

¹⁹ Enquête Gabonaise pour l'Evaluation et le Suivi de la Pauvreté 2005

L'enseignement secondaire tend vers une situation similaire avec une couverture de 88,8 % scolarisés au secondaire dans le premier cycle du secondaire général mais de 31 % dans le second cycle²⁰ en 2007. Les s élèves entre 13 et 19 ans ont ainsi fréquenté le secondaire malgré un fort taux de redoublement dans le second cycle.

En termes de parité fille garçon, si elle est pratiquement assurée dans le primaire et dans une certaine mesure dans le premier cycle du secondaire, elle diverge des le second cycle du secondaire.

Un autre facteur de cette divergence vient aussi de la nature d'études suivies. Contrairement aux garçons, les filles se concentrent ainsi plus dans les séries à dominance littéraires plutôt que scientifiques.

Problèmes de l'enseignement secondaire au Gabon et perspectives de redressement.

La qualité de l'enseignement secondaire est largement obérée par les redoublements et les sureffectifs des classes avec des rapports élèves- classe dépassant généralement les 60 élèves.

Le cadre de référence présentée par les états généraux de 2010 prévoit :

Le recrutement et la formation de près de 9200 enseignants du secondaire pour

Des mesure de renforcement en infrastructures et équipements scolaires un coût de sept milliards de francs CFA avec pour visée :

- la réduction des rapports élèves classes ;
- le renforcement des capacités de formation scientifiques.

Une certaine attention devrait aussi être portée sur la mobilisation des Partenariats Publics Privés au delà de leurs formes traditionnelles pratiquées au Gabon. Une implication du secteur privé dans le renforcement des infrastructures classiques ou numériques peut s'avérer d'une opportunité considérable au regard de la réussite de ces modèles de financement des infrastructures dans les pays Anglo-saxons²¹

²⁰ RESEN Gabon,2012.

²¹ Voir l'étude sur le sujet de NGOMO Achille concernant l'expérimentation des PPP sur l'enseignement secondaire général gabonais.

OBJECTIF 3 : REpondre aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes.

La nécessité de répondre aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes peut procéder de la réalité d'une forte déperdition scolaire dans le secondaire, de la situation de chômage ou de recherche de redéploiement professionnel chez les adultes.

Mais l'origine d'une nécessité de refondation du système d'acquisition des compétences est la pression d'une demande croissante de main d'œuvre qualifiée impulsée par une forte croissance économique, une hausse des investissements étrangers et des pressions gouvernementales pour plus d'implications de gabonaises et gabonais dans le secteur productif privé et entrepreneurial du pays.

En effet les pouvoirs publics s'attèlent depuis deux décennies à la problématique de diversification économique, afin de réduire la dépendance du pays des secteurs pétrolier qui contribuent actuellement au PIB à hauteur de plus de 50%. Sur ce point il est important de noter l'élargissement de la demande en personnel qualifié dans d'autres filières telles que celle du bois, des mines et l'industrie manufacturière^{vi22}.

Les réponses à ces problématiques convergentes vers une solution générique : la formation professionnelle initiale ou continue tout au moins son redéploiement pour une adéquation efficace des jeunes et des adultes sur le marché du travail.

Etat de la couverture en compétences techniques et professionnelles dans la population.

La caractéristique de la population gabonaise en termes de dotation en compétences techniques et professionnelles n'est sans doute pas éloignée du constat fait en 2008, soit une couverture de 8%. Celui-ci fait état d'une couverture de 377 personnes qualifiées pour 100000 habitants contre 1330 pour Maurice, ou 1336 pour le Cameroun voisin²³.

Cette situation est le reflet d'une faiblesse du pays en dotation en établissement d'éducation technique et professionnelle en nombre et adéquat et malgré, un taux d'alphabétisation au voisinage des 90%, un chiffre bien au-dessus de la moyenne régionale.

Des états généraux de l'éducation nationale, qui ont eu lieu en mai 2010, ont identifié les principales faiblesses de l'infrastructure de la formation professionnelle au Gabon, à savoir du matériel et des programmes obsolètes ainsi qu'un nombre insuffisant d'établissements.

²²Cf <http://www.oxfordbusinessgroup.com/news/gabon-investissements-dans-la-formation-technique>

²³ Cf : Rapport d'état du système éducatif gabonais, avril 2012.

Le Fonctionnement de la Formation Professionnelle au Gabon²⁴

En termes de financement, le secteur de la formation professionnelle au Gabon ne représente qu'une très faible part (1,73%) des dépenses globales consacrées à l'ensemble du système éducatif, ²⁵ qui ne représente à leur tour que 3,7% du PIB contre une moyenne de 5% dans les pays aux niveaux économiques similaires.

Une taxe indexée sur la masse salariale des employés et censément destinée au financement de la formation continue a été mise en place, mais peine à être perçue, les entreprises souhaitant en effet au préalable qu'un système de gouvernance les impliquant soit mis en place.

Mais avec la dotation gouvernementale de 10 milliards de Francs CFA en faveur du FIR²⁶, un tournant décisif devrait être marqué dans la politique de formation continue, encore timidement parrainée par cet organisme parallèlement au traditionnel centre de Formation Basile ONDIMBA.

En 2012 le tableau de la FP au Gabon n'est guère reluisant²⁷ à cause :

-d'une faible qualification des ressources humaines gabonaises dans le secteur secondaire. D'où le recours intensif, par les entreprises, à la main d'œuvre expatriée.

A titre d'illustration selon les chiffres officiels, le Gabon compte 70 mille chômeurs dont 38% sont des jeunes et 27% parmi eux sont sans formation. L'office national de l'emploi (ONE) a déjà enregistré 25 000 chômeurs. Paradoxalement, il existe 1600 postes vacants dans les entreprises nationales, faute de profil requis. Ce qui pose le problème de l'inadéquation formation-emploi.^{vii}

-L'inadaptation des diplômes de formation professionnelle actuels aux besoins réels des entreprises, basés sur des référentiels obsolètes. La formation sur le tas des personnes motivées mais peu ou pas qualifiées n'est pas optimale par rapport aux exigences de compétitivité pesant sur les entreprises.

-l'existence, dans les conventions collectives des entreprises d'une discordance entre les salariés aux revendications d'une indexation basée sur la diplomation et la pratique de rémunération par les entreprises fondées sur les compétences.

Solutions pour le relèvement de l'efficacité de la FP au Gabon

Pour ce qui concerne la filière industrielle les recommandations d'une récente étude menaient à trois domaines clés pour permettre aux jeunes gabonais

²⁴ Un tableau de l'offre de formation professionnelle est disponible en annexe.

²⁵ Source AFD novembre 2012

²⁶ Fond d'Insertion et de Réinsertion.

²⁷ Selon les conclusions d'une récente étude commandée par le Gabon et financée par l'AFD.

d'accéder à des métiers qui leurs sont insaisissables actuellement. Elles visent de même pour les entreprises dans une exigence ardente de renforcement de capacités s'imposant dans les filières fortement exposé à la concurrence et dans une perspective d'adaptation des compétences dans le très ressenti contexte de l'après pétrole à venir.

- (1) la conduite et maintenance d'engins de chantier;**
- 2) la maintenance industrielle et la conduite de production,**
- (3) les structures métalliques.**

De manière plus globale et intersectorielle, les recommandations pour permettre à d'autres filières pour lesquelles les goulots d'étranglements seraient observés devraient pouvoir bénéficier de soutiens spécifiques en termes de diagnostic et de mobilisation de l'ingénierie de la formation. Un plan ambitieux²⁸ ^{viii}a ainsi été conçu et publié par les autorités gabonaises en 2012 à la suite des Etats Généraux de l'Education de la Recherche et de l'Adéquation Formation-Emploi ;

Est ensuite naturellement ardente, la nécessité de formalisation des mécanismes de financement de la FP permettant de pérenniser les centres de formation dans leur diversification actuelle et future.

On relève avec une spécification particulière, au Gabon, les besoins d'une stratégie communication et de vulgarisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle visant informer le public sur les possibilités et les opportunités en termes de débouchés- offertes par le les enseignements techniques et professionnels gabonais.

Il va de soi ainsi de l'importance de procéder au renforcement du management des établissements de formation à travers la pérennisation d'une culture de collaboration avec les milieux professionnels, et celle de la pratique des projets d'établissements et la professionnalisation.

Le développement des mécanismes d'insertion ou de réinsertion professionnelle des jeunes, adultes s'appuyant davantage sur l'édification d'une culture de l'auto emploi devraient avoir une importance particulière dorénavant au regard de la forte montée de l'informel productif dans tous les domaines clés de la vie courante.

En Somme, la vision de l'enseignement technique et de la formation professionnelle repose, sur une formation ancrée dans la logique du résultat concret. C'est-à-dire sur l'insertion professionnelle.^{29ix} Certes, les réalités des marchés internationaux du travail, leur complexité, l'évolution technologique et la mobilité professionnelle accrue,

²⁸ Plan Education Gabon Emergent(Innovations et Domaines de Formation).Septembre 2012.

²⁹ Source gaboneco juillet 2010 in <http://www.affutjob.com/blog/blog/2010/07/20/gabon-recommandations-du-forum-formation-emploi/>

apportent des limites au modèle de l'adéquation formation-emploi. Ce qu'il faut c'est aider les élèves, les apprentis et les stagiaires à choisir une qualification, avec les meilleures conditions d'accès et une offre de formation en relation étroite avec le milieu professionnel.

OBJECTIF 4 : LA PROBLEMATIQUE DE L'ALPHABETISATION DES ADULTES

L'enquête ENEC de 2010 aurait pu être la référence réactualisée en matière de connaissance de l'état de l'analphabétisme au Gabon après le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1993 qui établissait le niveau d'analphabétisme de lors à 28 %, correspondant à 166538 personnes³⁰

En 2010, la proportion de personnes sans instruction dont l'âge va au-delà de vingt quinze ans est désormais voisine de 12% après calculs³¹

L'état de l'analphabétisme au Gabon

Mais notons que la prise en compte de la donnée de l'UNICEF sur l'état de l'analphabétisme au Gabon, on n'est pas loin de cette précédente moyenne. En établissant en effet le taux d'instruction au Gabon à 89% 2012, on est proche de la donnée de l'enquête précitée, soit 11%.

En somme le constat d'une baisse de l'analphabétisme est attestée depuis 1993.

L'ajustement naturel de population instruite sur la population analphabète, au sens traditionnel de la notion est certainement assez explicatif de la tendance baissière du phénomène. Cela est d'autant plus évident que la proportion de personnes analphabète, dans la structuration socio démographique d'un pays comme le Gabon montre une fonction d'analphabétisme en évolution croissant avec celle des tranches, en prenant aussi compte la contribution dans ce ajustement de l'effet arithmétique d'une espérance de vie à la naissance comprise entre 51 et 53 ans.

Un abord historique quoique lapidaire peut venir compléter la compréhension de la dynamique de l'alphabetisation au Gabon depuis les années 70.

Historique :

Le GABON, s'est engagé à lutter contre l'analphabétisme par le biais de la Direction Générale de l'Education Populaire, organe chargé de l'Alphabetisation des adultes, créé en 1961 au sein du Ministère de l'Education Nationale.

Les diverses sensibilisations sur le phénomène, entre 1964 et 1975, n'ont pas eu les effets attendus à cause des difficultés liées à une stratégie d'alphabetisation fondée sur le double emploi des enseignants du primaire, au manque

de suivi des activités sur le terrain à l'insuffisance des compétences nationales et sans doute à la langue d'enseignement.

En 1975, ce constat d'échec a amené le Gouvernement à mettre en place cette Direction Générale de l'Education Populaire, au sein du ministère en charge de la culture.

³⁰ Donnée du RGPH 1993

³¹ ENEC 2010 Page 30, Tableau 2 .12colonne 3 (pourcentage moyen de non scolarisés de 15 ans et plus)

De nouvelles orientations gouvernementales (1982 et 1984) permettront :
-une redynamisation des activités d’alphabétisation, à travers l’intégration des programmes type scolaire avec possibilité de certification de niveau CEPE

-la définition d’une stratégie de mise en place d’une approche fonctionnelle de l’Alphabétisation³², celle-ci permettant l’acquisition ou l’amélioration par l’apprenant des techniques de production et compétences professionnelles dans les secteurs de base (pêche, agriculture, élevage).

S’il n’ya pas de lisibilité dans les programmes d’alphabétisation fonctionnelle en dehors des initiatives connexes dans les domaines agricole ou de la pêche³³ il n’en demeure pas moins que la préférence de ce mode d’alphabétisation a de l’avenir sans négliger l’approche traditionnelle qui s’avère rester la plus sollicitée par les apprenants³⁴ comme le montre les résultats suivant portant sur une étude de la DGEP. il en est ressorti ce qui suit :

-66,35% pour l’Alphabétisation traditionnelle ;
-18,2% pour les petits métiers ;
-5,77% pour le certificat d’Etudes Primaires ;
-4,17% pour la poursuite des études ;
-1,28% pour la remise à niveau ;
-0,96% pour la scolarité. Malgré la scolarisation obligatoire, les rejets scolaires restent un phénomène grandissant³⁵.

Le Fonctionnement des activités d’alphabétisation et d’éducation populaire.

La Direction Générale de l’Education Populaire dispose de treize (13) cases d’écoute sur l’ensemble du territoire national, dans lesquelles les activités de sensibilisation, d’animation et de projection de films sont menées.

Les activités d’alphabétisation proprement dites s’effectuent aussi bien dans des structures publiques que privées.

Les structures publiques

Au niveau de Libreville qui regorge plus de la moitié de la population du pays, les centres d’appui au développement communautaire abritent en général les activités d’alphabétisation. Au total onze centres sont fonctionnels.

³² Juillet 1984

³³ On peut citer les cas de l’IGAD(Institut gabonais d’appui au développement pour l’agriculture et l’élevage périurbains ou des centres de pêche artisanale de Lambaréné et Port Gentil

³⁴ PROGRAMME EDUCATION POPULAIRE, DGEP

³⁵ Source ;DGEP

Structures non étatiques

Eglise catholique : un centre ;

Alliance chrétienne et missionnaire : un centre.

Sociétés civiles (ONG, Associations)

Centre Dorcas : un centre ;

UFPDG (Union des Femmes du Parti démocratique Gabonais), un centre ;

Complexe de la joie, un centre ;

Permanence politique Jean-François NTOUTOUME EMANE, un centre.

Toutefois en dehors des zones rurales et urbaines, d'autres centres d'alphabétisation ont vu le jour chez les peuples minoritaires des forêts comme les Pygmées depuis 2005.

Malgré une augmentation progressive de la fréquentation des centres d'alphabétisation, il est important de souligner le taux d'abandon au niveau des cibles, généralement les femmes à cause du manque de motivation des alphabètes, des insuffisances en matière de la stratégie de post-alphabétisation et de réinsertion des apprenants.

OBJECTIF 5 ASSURER L'EGALITE DES SEXES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE EN 2015

En premier lieu, on ne constate pas de disparités au Gabon selon le genre au niveau de l'enseignement primaire, tant au niveau de l'accès en première année qu'à celui de l'achèvement du cycle; ces deux constatations signifient de facto une performance comparables des garçons et des filles dans la rétention en cours de cycle primaire.

L'accès et la participation aux enseignements primaire et secondaire.

Dans l'accès au premier cycle secondaire, les disparités genre restent pratiquement inexistantes. En revanche, elles commencent à se faire clairement jour au cours de ce cycle d'études puisque, si les garçons ont une probabilité de 51 % d'achever ce niveau d'enseignement, il est estimé que celle-ci ne se situe qu'à hauteur de 44 % pour les filles.

Cet écart entre filles et garçons va progressivement s'accroître aux différentes étapes suivantes du parcours scolaire; ces différentes instances vont creuser les écarts selon le genre jusqu'à l'accès à l'enseignement supérieur où on constate que la probabilité d'accéder est près de 2 fois plus élevée pour les garçons (17 %) que pour les filles (9 %).

L'influence la zone de résidence dans la répartition de l'accès à la scolarité de base.

La plupart des inégalités selon le sexe sont caractérisées par une concentration croissante à la suite de l'accès dans l'enseignement secondaire.

En raisonnant toujours en termes de profil de scolarisation en ce qui concerne l'accès au cycle d'enseignement primaire, la probabilité d'achever chaque niveau d'étude pour le genre ne va pas changer selon le milieu. De manière plus explicite, l'accès à l'école primaire quasi universel pour les deux sexes pour avoisiner 99%³⁶. la survie d'une génération dans le cycle primaire va se faire à la défaveur des jeunes ruraux avec 70 % des chances de parvenir à la dernière classe du cycle primaire sans qu'il y'ait de disparités notables selon le genre.

Cet écart s'accroît ensuite au fil des étapes de sélection (rétention en cours de cycle et transition entre cycles) et des niveaux d'enseignement, puisque les jeunes urbains ont 1,7 fois plus de chances d'achever le premier cycle du secondaire, 2,5 fois plus de chances d'achever le second cycle du secondaire et deux fois plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur que les jeunes des ménages résidant en milieu rural.

Les inégalités dans les conditions de vie

³⁶ Gabon RESEN ,2012.

L'enquête d'EGEP³⁷ a permis de déterminer l'incidence des inégalités dues aux conditions de vie dans le parcours scolaire des enfants. Pour y parvenir le recours aux chances des jeunes d'accéder à des niveaux d'études quelconques sont d'un usage fructueux.

Au rappelons que d'après cette étude ,25 % des ménages sont considérés comme pauvres contre 75 % de non- pauvres Ainsi les enfants issus de la première tranche ont 82% de chances de terminer le cycle primaire contre 89% des enfants issus de la seconde tranche.

La dimension régionale des inégalités d'accès et d'achèvement de la scolarisation primaire.

Les inégalités par rapport à l'achèvement du cycle primaire et à la poursuite des études bien sûr s'observent aussi entre régions. Découpage du Gabon en six zones a été d'usage dans l'enquête EGEP :

- La région de Libreville ;
- la région du Nord ;
- le Sud ;
- l'Est ;
- l'Ouest ;
- Port Gentil.

A la fin du cycle primaire, les déséquilibres entre ces régions apparaissent et s'accroissent tout au long des parcours d'enseignement. Aussi, la probabilité d'achever l'enseignement primaire est-elle de 91 % pour les élèves résidant dans la région de Libreville contre 75 % pour les enfants des ménages vivant dans le Sud et de 84 % en moyenne pour les autres.

OBJECTIF 6 : AMELORER DE LA QUALITE DE L'EDUCATION DANS UN SOUCIS D'EXCELLENCE POUR LA VIE COURANTE.

Le procès en matière de qualité s'est implicitement fait aux étapes précédentes quant il s'agissait de se prononcer sur la survie d'une génération des élèves au niveau de l'enseignement primaire ou secondaire. Ce concept, comme on le sait est complexe, intégrant aussi bien les dimensions portant sur les résultats scolaires que sur les aspects pédagogiques sur les caractéristiques des élèves ou des enseignants.

L'état de la qualité dans l'enseignement de base et action rédemptrice.

La nature de la rétention pour une génération d'achever le cycle primaire par exemple, soit 70%, était symptomatique d'une préoccupation touchant à la qualité sans même évoquer la régression croissante de cette participation aux niveaux des enseignements secondaires³⁸. La médiocrité de la qualité est aussi cernable à partir des sureffectifs d'élèves au primaire public comme en témoignent les TBS voisins de 130 % ou des rapports élèves /classe très au delà de la moyenne.

L'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire : approche et conclusion.

Reconnaissant que l'enseignement primaire est la clé pour atteindre un niveau supérieur d'éducation, le ministère gabonais de l'Éducation a entrepris en 2001 une réforme fondamentale de ce secteur.

Avec le soutien de l'Union européenne et une subvention de 6 millions d'euros du Fonds européen de développement (FED), toutes les écoles du pays ont adopté une nouvelle méthodologie d'enseignement.

Connue sous le nom d'Approche par les compétences (APC), cette méthode est conçue pour développer des compétences utiles dans la vie privée et la vie professionnelle plutôt qu'une simple acquisition de connaissances. L'évaluation des élèves est faite tous les trois mois.

L'engouement pour l'APC au Gabon était fondé sur les succès de la méthode après son intégration dans divers pays africains comme le Rwanda, la Mauritanie la Tunisie ou Djibouti. Son intégration, pour revenir au Gabon, a entraîné la formation de 6 000 enseignants et la conception de nouveaux programmes.

L'objectif visé était de relever les niveaux et de mieux préparer les élèves au secondaire. Les résultats semblent être impressionnants et fait du Gabon un des leaders dans la région en ce qui concerne l'APC³⁹ ; En plus, il a réduit le taux de redoublement – un objectif majeur du ministère gabonais de

³⁸ 89% et 31 %.

³⁹ Selon Hervé Dubreuil, directeur du programme économique et social gabonais de la Commission de l'Union européenne

l'Éducation. Notons que le Aujourd'hui, 34 % des enfants redoublent avant de rentrer dans le secondaire.

Les autres mesures pour l'amélioration de la qualité des enseignements essentiels

Les états généraux de l'éducation de 2010 vont dans le renforcement des acquis de l'APC en prévoyant pour un coût global de 527 milliards de Francs CFA, des l'année 2010-2011 une diversité des mesures d'amélioration de la qualité des enseignements de base. On citera :

- la formation continue des encadreurs de l'APC et le recrutement de 3600 au moins d'enseignants dans les ENI ;**
- Construction, réhabilitation, équipement, rééquipement et sécurisation de salles de classes primaires, de logements d'enseignants ;**
- intégration des TICE ;**
- intégration des langues étrangères et locales dans le cycle primaire, etc.⁴⁰**

Toutefois si l'on s'en tient à l'enquête EGEP de 2005, moins de la moitié des parents d'élèves déclarent être satisfaits de la qualité du système éducatif gabonais. Les problèmes ardents évoqués concernent les effectifs des classes pléthoriques et la disponibilité de fournitures et manuels scolaires. Ces problèmes étant censés se résoudre par la présentation des grandes lignes des actes des Etats généraux ci-dessus évoqués.

Dans l'enseignement secondaire général, la problématique de gestion de la qualité se décline en nécessité de renforcement des capacités d'accueil⁴¹

A cet effet, pour un cout total prévisionnel de 360 milliards de Francs CFA une série de mesures son prévues en matière de construction de collèges et Lycées ainsi qu'en divers équipements fondamentaux avec une visée de réduction du rapport élève classe à 35.⁴²

Parallèlement sont retenues des mesures divers allant de l'introduction de nouvelles langues étrangères, à la réforme des examens et l'orientation des étudiants.

Le montant du budget de 2013, soit un peu plus 156 milliards de FCFA est sans doute une manifestation de cette volonté gouvernementale. Cette assertion est capitale malgré une baisse ramenant le budget 2014 à 116 milliards⁴³.

⁴⁰ Plus de détails sont disponibles en PP 39-40 des Actes Adoptés des Etats Généraux de l'Éducation, la Recherche et l'Adéquation Formation Emploi.

⁴¹ Achille NGOMO IPE, Paris, 2007.

⁴² Etas généraux de l'éducation,2010.

⁴³ Annexes explicative à la Loi des Finance 2014,2013.

Les incitations à l'amélioration de la qualité

Le problème de la qualité de l'éducation s'analysant en toute évidence de façon systémique. C'est ainsi que parmi les mesures qualitatives connues des incitations à travers d'aides peuvent-elles entrevues tant du côté des élèves que de celui des enseignants et de manière général de l'administration de l'éducation toute entière.

Pour les apprenants :

La politique des bourses :

Pour les apprenants

L'Etat attribue aux étudiants admis au supérieur une allocation d'études. de 63.000 FCFA et ce, quelque soit le pays où ils sont admis à continuer les études en Afrique. Cette bourse est renouvelable sous réserve de résultats académiques satisfaisants.

La politique des bourses doit cependant être recadrée dans la perspective d'un ciblage de besoins réels en ressources humaines tant pour les organisations productives existantes que pour le développement de l'auto emploi.

Par exemple le Gabon a dépensé en 2009⁴⁴ environ 50 milliards de FCFA à titre de frais d'écologie de 5 669 étudiants à l'étranger. Une telle situation amène le pays à financer des formations dans des disciplines sans liens directs avec la stratégie nationale de développement. Ce manque de contrôle des résultats attendus de l'utilisation des ressources publiques se traduit également par la carence de travailleurs qualifiés.

Le principal moyen de motivation des élèves au secondaire reste aujourd'hui l'attribution d'une bourse qui s'élève à 24.000 FCFA par élève et par trimestre sous réserve de l'obtention d'une moyenne trimestrielle ou annuelle supérieure ou égale à dix.

Les autres avantages, notamment le transport scolaire urbain à Libreville, se sont amenuisés progressivement avec le temps. Les transports aériens dont bénéficiaient jadis les élèves sont quant à eux quasiment supprimés avec la privatisation des transports aériens.

Pour les enseignants :

Outre les impératifs de formation qui semblent trouver progressivement solution par des formations initiales ou relevant des stages à L'ENS ou à l'ENSET, la motivation par l'amélioration des ressources est essentielle pour l'amélioration de la qualité de l'éducation.

⁴⁴ BAD, Projet d'appui à l'Amélioration de la Qualité des Services Publics d'Enseignement Supérieur et de Formation Professionnelle, Mai 2009.

Il en ait ainsi de la PIFE ou de la PIP récemment intégrée et faisant office de considérables complément de revenus pour plus d'implication dans la profession.

REFERENCES

ⁱ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codePays=GAB&codeStat=SP.POP.TOT>

ⁱⁱ Données du COLUSIMEN (Comité de lutte contre le Sida du Ministère de l'Éducation Nationale, in AGP (Agence gabonaise de presse) <http://www.agpgabon.ga>

ⁱⁱⁱ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD>

^{iv} avec 6000 espèces de plantes ; 19 espèces de primates ; 20 espèces de carnassiers et plus de 600 espèces d'oiseaux

^v http://www.tresor.economie.gouv.fr/6898_budget-2013-de-letat-gabonais

^{vi} <http://www.oxfordbusinessgroup.com/news/gabon-investissements-dans-la-formation-technique>

^{vii} <http://courrierdesjournalistes.com/gabon-le-gouvernement-accelere-le-processus-de-lutte-contre-le-chomage/>

^{viii} PLAN EDUCATION GABON EMERGENT (INNOVATION ET DOMAINE DE FORMATION), Libreville ?septembre 2012.

^{ix} Site gabonéco juillet 2010 in <http://www.affutjob.com/blog/blog/2010/07/20/gabon-recommandations-du-forum-formation-emploi/>

ADEA, Gabon. Pour une Éducation de qualité, accessible à tous, juin 2007.

BAD, Projet d'appui à l'Amélioration de la Qualité des Services Publics d'Enseignement Supérieur et de Formation Professionnelle, Mai 2009.

**Rapport national sur l'éducation et la situation actuelle de la formation des adultes
Bilan synthèse : Pays GABON**

Analyse des coûts unitaires d'éducation au Gabon, Programme PATESP- Gabon-Banque Mondiale, 2001.

Étude stratégique du secteur éducatif, Éducation Internationale - Projet Éducation Gabon-BAD 2005

Document de Stratégie et de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) Gabon, MPPD 2006.

Évaluation des coûts des OMD au Gabon, MPPD 2006.

Document de Stratégie Pays, Programme du Fonds Européen de Développement (FED 10), 2006.

Programme d'éducation de la CEEAC 2009.

Évaluation des initiatives de budgétisation sensibles au genre au Gabon, UNWOMEN, 2011.

République gabonaise, L'éducation au Gabon, les cahiers de l'Émergence. Janvier 2013.

République Gabonaise, Plan décennal pour la réalisation des OMD., 2008

^{ix} <http://www.oxfordbusinessgroup.com/news/gabon-investissements-dans-la-formation-technique>

^{ix} <http://courrierdesjournalistes.com/gabon-le-gouvernement-accelere-le-processus-de-lutte-contre-le-chomage/>

^{ix} gabonéco juillet 2010 in <http://www.affutjob.com/blog/blog/2010/07/20/gabon-recommandations-du-forum-formation-emploi/>